



**CINQUIÈME EXAMEN GLOBAL DE L'AIDE POUR LE COMMERCE
"RÉDUIRE LES COÛTS DU COMMERCE POUR UNE
CROISSANCE INCLUSIVE ET DURABLE"**

30 JUIN-2 JUILLET 2015

Le niveau élevé des coûts du commerce agit comme un frein sur l'intégration du commerce pour de nombreux pays en développement, et en particulier les pays les moins avancés. Pour libérer ce frein et assurer la croissance inclusive et durable qu'envisage le Programme de développement pour l'après-2015 de l'ONU, des actions concertées s'imposent. L'Examen global de cette année analysera les actions déjà entreprises par les pays en développement, les communautés régionales et leurs partenaires de développement pour réduire les coûts du commerce et examinera l'ampleur du défi restant et comment il peut être relevé dans le contexte des objectifs de développement durable proposés.

La communauté du commerce et du développement peut mener une action spécifique pour réduire les coûts du commerce en assurant la mise en œuvre rapide de l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) de l'OMC. Les chiffres de l'OCDE suggèrent que le soutien à la facilitation des échanges s'accroît et que les financements disponibles augmentent. Cependant, de nombreux pays en développement craignent encore de ne pas pouvoir accéder au soutien nécessaire pour mettre en œuvre l'AFE. L'Examen analysera en détail les enseignements tirés du soutien passé et actuel aux efforts de modernisation des douanes et des frontières, pour faire en sorte que le soutien fourni pour l'AFE, y compris par le biais du Mécanisme pour l'Accord sur la facilitation des échanges de l'OMC, soit efficace et durable.

La réunion de haut niveau dans le cadre du cinquième Examen global donne l'occasion à la communauté du commerce et du développement de renouveler son engagement en faveur d'une action continue de la part des pays en développement et de leurs partenaires de développement en vue de réduire les coûts du commerce et de soutenir les autres objectifs de l'Aide pour le commerce, affirmant ainsi le rôle du commerce dans les objectifs de développement durable proposés et dans le financement du développement.

SÉANCES PLÉNIÈRES

JOUR 1: MARDI 30 JUIN

10 heures-
11h30

Séance plénière 1: Réduire les coûts du commerce pour une croissance inclusive et durable (salle CR)

Les places assises peuvent être limitées. La session sera transmise par vidéo dans la Salle W.

Le niveau élevé des coûts du commerce exclut de fait des marchés mondiaux de nombreux pays en développement, non seulement pour les exportations mais aussi pour les importations. En conséquence, les avantages comparatifs dans le domaine des marchandises peuvent rester inexploités, de même que les possibilités de croissance économique offertes par le commerce des services. Le défi de la réduction des coûts du commerce et la contribution qu'elle peut apporter à une croissance inclusive et durable – concept au cœur des [Objectifs de développement durable](#) (ODD) proposés – est le thème central de la publication "Panorama de l'Aide pour le commerce" de cette année. Cette séance examinera comment les mesures prises pour réduire les coûts du commerce peuvent contribuer au Programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015, ainsi qu'au [financement du développement](#).

Observations liminaires: [Roberto Azevêdo](#), Directeur général, Organisation mondiale du commerce

- [Angel Gurría](#), Secrétaire général, Organisation de coopération et de développement économiques
- [Jim Kim](#), Président, Groupe de la Banque mondiale
- [Mukhisa Kituyi](#), Secrétaire général, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
- [Takehiko Nakao](#), Président, Banque asiatique de développement

Modérateur: [Sean Doherty](#), Directeur, Commerce international et investissement, Forum économique mondial

Discussion en groupes:

- [Solomon Asamoah](#), Vice-Président, Infrastructure, secteur privé et intégration régionale, Banque africaine de développement
- [Antoni Estevadeordal](#), Directeur, Secteur de l'intégration et du commerce, Banque interaméricaine de développement
- [Arancha González](#), Directrice exécutive, Centre du commerce international
- [Philippe Le Houérou](#), Vice-Président, Politiques et partenariats, Banque européenne pour la reconstruction et le développement
- [Magdy Martínez-Solimán](#), Administrateur assistant et Directeur du Bureau des politiques et de l'appui aux programmes, Programme des Nations Unies pour le développement
- [Hani Sonbol](#), Directeur général par intérim, Compagnie islamique d'assurance des investissements et du crédit à l'exportation, et Directeur général adjoint, Société islamique internationale de financement du commerce

JOUR 1: MARDI 30 JUIN11h30-
13 heures**Séance plénière 2: Soutenir la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges (salle CR)**

La session sera transmise par vidéo dans la Salle W.

L'[Accord sur la facilitation des échanges](#) (AFE) de l'OMC prévoit une série de mesures visant à accélérer le mouvement, la mainlevée et le dédouanement des marchandises, y compris des marchandises en transit. Ces mesures techniques imposent aux Membres de l'OMC l'obligation d'accroître la transparence, de rationaliser et de moderniser les procédures les techniques de contrôle aux frontières et d'améliorer la gouvernance au moyen de disciplines relatives aux processus de réglementation et de prise de décisions. Diverses études économiques indiquent que l'AFE permettra une réduction importante des coûts du commerce, de sorte que les pays en développement pourront réaliser des économies.

L'une des caractéristiques de l'AFE est la flexibilité qu'il accorde aux Membres pour la mise en œuvre. La section II de l'AFE contient diverses obligations concernant le traitement spécial et différencié pour les pays en développement et les pays les moins avancés Membres, notamment des périodes de transition et l'acquisition des capacités de mise en œuvre grâce à la fourniture d'une assistance et d'un soutien pour le renforcement des capacités. Les engagements pour le soutien de la modernisation des douanes et des frontières déclarés à l'OCDE ont atteint environ 667 millions de \$EU en 2013. Quelque 1,9 milliard de \$EU ont été consacrés à l'assistance pour la facilitation des échanges entre 2006 et 2013. Qu'est-ce que ce soutien a permis de réaliser et quels enseignements peuvent être dégagés pour de la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges, notamment pour le fonctionnement du Mécanisme pour l'Accord sur la facilitation des échanges de l'OMC? Ce sont 2 des questions qui seront abordées lors de cette séance plénière.

Modératrice: [Anabel González](#), Directrice principale, Pratiques générales du commerce et de la compétitivité, Groupe de la Banque mondiale

Discussion en groupes:

- [Shamshad Akhtar](#), Secrétaire exécutive, Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique
- Marcus Cornaro, Directeur-général adjoint, Direction générale de la coopération internationale et du développement, Commission européenne
- Gilbert Langat, Directeur général, Conseil du Transport Maritime de l'Afrique de l'Est
- Paul Steele, Premier Vice-Président, Association du transport aérien international
- [Kunio Mikuriya](#), Secrétaire général, Organisation mondiale des douanes
- [Eric G. Postel](#), Administrateur associé, Agence des États-Unis pour le développement international
- [Alioune Sarr](#), Ministre du commerce, Secteur informel, de la Consommation, de la promotion des produits locaux et des PME, Sénégal
- [Thomas Silberhorn](#), Secrétaire d'État parlementaire, Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement
- [Desmond Swayne](#), Ministre d'État, Département du développement international du Royaume-Uni

JOUR 1: MARDI 30 JUIN13h30-
15 heures**Séance plénière 3: Mise en œuvre effective des mesures SPS pour permettre un commerce sûr (salle W)**

Les autorités aux frontières qui sont chargées des prescriptions sanitaires et phytosanitaires (SPS) et certains organismes internationaux de normalisation ont indiqué qu'ils craignaient que l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) de l'OMC porte atteinte à leur capacité de protéger la santé des personnes et des animaux et de préserver les végétaux des risques découlant des parasites et des maladies associés à l'importation de produits alimentaires et de produits végétaux.

Le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce a récemment mené des recherches qui montrent que les pays peuvent faire des progrès pour réduire les coûts des transactions commerciales liés aux mesures SPS tout en renforçant la protection de la santé des personnes et des animaux et la préservation des végétaux, grâce à la mise en œuvre appropriée de l'Accord de l'OMC sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires et à l'application des mesures énoncées dans l'AFE.

L'objectif de cette séance plénière est d'examiner comment conjuguer la facilitation des échanges et des contrôles SPS robustes, fondés sur la science et sur les risques, en examinant des données d'expérience sur la mise en œuvre et le rôle que l'Aide pour le commerce peut jouer dans la réalisation de ces 2 objectifs.

Modérateur: Keith Rockwell, Directeur, Division de l'information et des relations extérieures, Organisation mondiale du commerce

Discussion en groupes:

- Martha Byanyima, Expert en matières sanitaires et phytosanitaires, Marché commun de l'Afrique orientale et australe
- [Oscar Camacho Inostroza](#), Directeur général adjoint, Service de l'agriculture et de l'élevage du Chili
- Chusak Chuenprayoth, Président, Kamphaeng-Saen Commercial Co. Ltd, Thaïlande
- [Monique Eloit](#), Directrice générale adjointe et Directrice générale élue, Organisation mondiale de la santé animale
- [Anabel González](#), Directrice principale, Pratiques générales du commerce et de la compétitivité, Groupe de la Banque mondiale
- [José Graziano da Silva](#), Directeur général, Organisation pour l'alimentation et l'agriculture
- [Mike Robach](#), Vice-Président, Département de la sécurité sanitaire des aliments, de la qualité et des programmes de réglementation, société Cargill

JOUR 1: MARDI 30 JUIN		
Différentes heures	15 heures-16h30 Séance plénière parallèle 4: Réduire les coûts du commerce en Amérique centrale par la facilitation des échanges (salle D) <i>Cette séance plénière est organisée en collaboration avec la Banque interaméricaine de développement et le Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale.</i> Cette séance à orientation régionale portera sur la facilitation des échanges en Amérique centrale. Elle permettra d'examiner comment la facilitation des échanges cadre avec l'agenda économique et commercial de la région, les politiques et les mesures visant à réduire les coûts du commerce, les besoins du secteur privé et le soutien des parties prenantes au processus d'intégration. Les principales questions qui seront abordées sont notamment: Quels enseignements peut-on tirer des initiatives en cours? Quel est le rôle des partenariats public-privé? Comment la coopération bilatérale et la coopération Sud-Sud contribuent-elles au succès des interventions en matière de facilitation des échanges? Oratrice principale: Carmen Gisela Vergara, Secrétaire générale, Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale Discussion en groupes: - Elena María de Alfaro, Membre de la Chambre du Commerce et d'Industrie, et Président de la Fondation du Commerce pour l'Action sociale du Salvador Antoni Estevadeordal, Directeur, Secteur de l'intégration et du commerce, Banque interaméricaine de développement - Jhon Fonseca, Vice-Ministre du commerce extérieur du Costa Rica Alejandro Gamboa Castilla, Directeur général, Agence présidentielle colombienne de la coopération internationale	15 heures-17 heures Séance plénière parallèle 5: Le rôle de la facilitation des échanges dans le soutien du Programme d'intégration régionale de l'Afrique (salle CR) <i>Cette séance plénière est organisée en collaboration avec l'Union africaine, la Banque africaine de développement et la Commission économique de l'ONU pour l'Afrique.</i> Cette séance plénière à orientation régionale portera sur la contribution que la facilitation des échanges peut apporter à la réalisation de l'intégration régionale de l'Afrique, notamment dans le contexte de la mise en place de la Zone continentale de libre-échange (ZCLE). La facilitation des échanges peut aider à promouvoir une intégration régionale effective en Afrique, permettant ainsi de profiter concrètement des gains en termes de commerce et de développement que promet l'établissement de la ZCLE. Cet aspect est particulièrement important pour les pays sans littoral qui devraient bénéficier considérablement de la réduction des coûts liés au commerce, comme cela a été explicitement reconnu dans le Programme d'action de Vienne. Modératrice: Natasha Walker, consultante en communications internationales Discussion en groupes: Fatima H. Acyl, Commissaire au commerce et à l'industrie, Union africaine Solomon Asamoah, Vice-Président, Infrastructure, secteur privé et intégration régionale, Banque africaine de développement - Alassane Diop, Directeur général, Dubaï Ports World, Dakar, Sénégal Abdalla Hamdok, Économiste en chef et Secrétaire exécutif adjoint, Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique Ahmed Hamid, Commissaire, Département du commerce, des douanes, de l'industrie et de la libre circulation, Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest - Hiroshi Kato, Vice-Président, Agence japonaise de coopération internationale Alioune Sarr, Ministre du commerce, Secteur informel, de la Consommation, de la promotion des produits locaux et des PME, Sénégal Thomas Silberhorn, Secrétaire d'État parlementaire, Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement - Hope K. Situmbeko, Coordinatrice de l'Aide pour le commerce, Marché commun de l'Afrique orientale et australe - Hanna S. Tetteh, Ministre des Affaires étrangères et de l'Intégration régionale du Ghana

JOUR 1: MARDI 30 JUIN		
15 heures-17 heures	Séance plénière parallèle 6: Réduire les coûts du commerce en Asie et dans le Pacifique (salle E) <i>Cette séance plénière est organisée en collaboration avec la Banque asiatique de développement.</i> Cette séance plénière à orientation régionale sera centrée sur la façon dont les pays d'Asie et du Pacifique traitent la question des coûts du commerce dans un environnement commercial international en mutation. Elle mettra en lumière les difficultés particulières rencontrées par les exportateurs de la sous-région du Pacifique du fait de leur éloignement des marchés. Elle abordera aussi dans une perspective d'avenir les possibilités offertes par les TIC et l'économie numérique pour traiter la question des coûts du commerce et promouvoir l'inclusion. Modératrice: Shamshad Akhtar, Secrétaire exécutive, Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique Présentation d'un rapport conjoint: Alisa DiCaprio, spécialiste de la coopération régionale, Département de la recherche économique et de la coopération régionale, Banque asiatique de développement Orateurs principaux: • Tekreth Kamrang, Secrétaire d'État, Ministère du commerce du Cambodge • Naindra Prasad Upadhaya, Secrétaire permanent, Département du commerce et de la gestion des approvisionnements du Népal • Marokon Alilee, Directeur Général, Ministère du Tourisme, du Commerce et Ni-Vanuatu Business, Vanuatu Discussion en groupes • John Adank, Ambassadeur, Représentant permanent de la Nouvelle-Zélande auprès de l'OMC • Tracey Choko, Haut fonctionnaire chargé du commerce, Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur des Îles Salomon • Merewalesi Falemaka, Ambassadrice, Représentante permanente du Forum des îles du Pacifique auprès de l'OMC • Temate Melitiana, Secrétaire permanent, Ministère des Affaires étrangères, du Commerce, du Tourisme, de l'Environnement, et du Travail de Tuvalu • Takehiko Nakao, Président, Banque asiatique de développement	Séance plénière parallèle 7: Réduire les coûts du commerce pour les membres de la Banque islamique de développement (BID) (salle W) <i>Cette séance plénière est organisée par le Groupe de la Banque islamique de développement (BID).</i> Cette séance à orientation régionale sera axée sur les efforts visant à réduire les coûts du commerce parmi les membres du Groupe de la BID dans un contexte dynamique, caractérisé par les taux de croissance toujours élevés de certains membres de la BID, par une instabilité économique persistante dans d'autres membres et par des difficultés budgétaires importantes pour nombre d'entre eux, liées à la baisse des prix produits de base. La question de la facilitation des échanges sera examinée dans ce contexte et une attention particulière sera accordée aux exemples d'excellence dans le domaine des transports et de la logistique dans certains États membres de la BID et aux problèmes liés à la longueur et à la lourdeur des procédures aux frontières appliquées ailleurs. Il sera question de la difficulté d'aligner les normes des membres de la BID sur celles des pays les plus performants, qui sont souvent des leaders mondiaux dans leur domaine. Maîtresse de cérémonie: Hilda Ali Rashid Al-Hinai, Représentante permanente adjointe d'Oman à l'OMC Moderateur: Hani Sonbol, Directeur général par intérim, Compagnie islamique d'assurance des investissements et du crédit à l'exportation, et Directeur général adjoint, Société islamique internationale de financement du commerce Orateurs principaux: • Saidrahmon Nazriev, Premier Vice-Ministre du développement économique et du commerce du Tadjikistan • Marc Yombouno, Ministre du commerce de la République de Guinée Discussion en groupes: • Abdolazeez S. Al-Otaibi, Ambassadeur, Représentant permanent du Royaume d'Arabie saoudite auprès de l'OMC • Slimane Chikh, Ambassadeur, Organisation de la coopération islamique • Amr Ramadan, Ambassadeur, Représentant permanent de l'Égypte auprès de l'OMC • Mariam Md Salleh, Ambassadrice, Représentante permanente de la

JOUR 1: MARDI 30 JUIN		
15 heures- 17 heures (suite)		Malaisie auprès de l'OMC Intervenants: • Tom Butterly, Directeur adjoint, Division de la coopération économique et du commerce, Commission économique des Nations Unies pour l'Europe • Margareta Davidson-Abdelli, Conseillère, Ambassade suédoise au Caire, et représentante de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement dans la région arabe • Lassaad Ben Hassine, Directeur, AFTAS, Société internationale islamique de financement du commerce • Lilia Naas, Chef du Bureau pour les États arabes, Centre du commerce international

JOUR 1: MARDI 30 JUIN16h30-
18 heures**Séance plénière 8: Accès à la coopération pour les petites économies vulnérables grâce à l'Initiative Aide pour le commerce (salle D)**

De nombreuses petites économies rencontrent des difficultés particulières pour participer au commerce mondial. La faiblesse des économies d'échelle et le manque de ressources naturelles et humaines sont aggravés par les coûts de transport élevés. L'isolement physique et l'éloignement géographique des marchés ne sont que 2 des raisons expliquant les coûts élevés du commerce, situation accentuée par le faible volume des échanges, ce qui décourage les opérateurs commerciaux et les entreprises de transport.

Des recherches récentes de l'OMC sur la participation des petites économies aux chaînes de valeur mondiales ont montré qu'en attirant davantage d'investissements et en réduisant les coûts du commerce par la spécialisation et l'amélioration des qualifications de la main-d'œuvre, les petites économies peuvent en fait ajouter plus de valeur à leurs processus de production dans divers secteurs comme la pêche, les textiles et les services touristiques.

Divers organismes bilatéraux et multilatéraux fournissent un soutien au titre de l'Aide pour le commerce aux petites économies des régions Pacifique, Afrique et Amérique latine/Caraïbes. Les expériences des donateurs et des partenaires sont donc variées; cette séance examinera les résultats positifs et négatifs des efforts faits pour aider les petites économies à tirer davantage parti du commerce.

Modérateur: [Gyan C. Acharya](#), Secrétaire général adjoint des Nations Unies et Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement

Discussion en groupes:

- Wayne McCook, Ambassadeur, Représentant permanent de la Jamaïque auprès de l'OMC
- Arnold Jorge, Directeur, Section de l'Aide multilatérale pour le commerce, Département des affaires étrangères et du commerce de l'Australie
- Lautafi Fio Selafi Purcell, Ministre des entreprises publiques du Samoa
- Jodie Keane, Conseiller économique, Secrétariat du Commonwealth
- [Carmen Gisela Vergara](#), Secrétaire générale, Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale

JOUR 2: MERCREDI 1^{ER} JUILLET

9h15-10h00

Séance plénière 9: L'OMC et le développement: regard vers la Conférence ministérielle de Nairobi (salle CR)

En 2015, l'OMC marque son [20^{ème} anniversaire](#). Le système de règles transparentes convenues au plan multilatéral incarné par l'OMC a largement contribué à la solidité et à la stabilité de l'économie mondiale. L'OMC a aidé à stimuler la croissance du commerce et à régler de nombreux différends commerciaux. Au cours des 20 dernières années, la valeur du commerce mondial des marchandises a presque quadruplé, atteignant 19 000 milliards de \$EU en 2013 contre 5 000 milliards en 1996. Non seulement le commerce mondial a augmenté en moyenne de 7,6% par an sur la période 1995-2015, mais la part des pays en développement dans le commerce mondial a également augmenté jusqu'à représenter près de la moitié des échanges. Le [Rapport sur le commerce mondial](#) 2014 de l'OMC qualifiait l'essor du monde en développement d'événement économique le plus marquant de notre temps. Les auteurs indiquent qu'"en partie grâce à des politiques économiques plus extraverties, grâce à l'impact des nouvelles technologies de transport et de communication et grâce à l'ouverture sans précédent de l'économie mondiale, les économies émergentes ont pu profiter de la mondialisation pour atteindre des taux de croissance économique jamais vus: depuis 2000, 11 économies représentant la moitié de la population mondiale enregistrent collectivement une croissance de plus de 6% par an".

Parmi les pays en développement, beaucoup ont vu la croissance de leur commerce stimuler la croissance économique et la réduction de la pauvreté, mais d'autres sont toujours soumis aux contraintes liées à l'infrastructure commerciale et à l'offre qui ont amené les ministres à lancer l'Initiative Aide pour le commerce en 2005 et à réaffirmer leur engagement en faveur de cette initiative lors de la Conférence ministérielle de Bali en décembre 2013. Le but de cette séance est d'examiner ce qui a été accompli en matière de commerce et de développement depuis la création de l'OMC et d'analyser les défis à venir en examinant comment l'Aide pour le commerce peut remédier à ces problèmes – en particulier dans le contexte de la Conférence ministérielle de l'OMC qui se tiendra à Nairobi en décembre prochain.

Cette conférence, la première organisée par l'OMC en Afrique, offre une occasion de faire fond sur les réalisations passées et de déterminer la voie à suivre pour l'Organisation. Afin de nous guider sur les enjeux de cette conférence, la Secrétaire du Cabinet et Ministre des affaires étrangères et du commerce du Kenya et le Directeur général de l'OMC feront part de leurs réflexions et répondront aux questions des Membres.

Modérateur: Keith Rockwell, Directeur, Division de l'information et des relations extérieures, Organisation mondiale du commerce

Discussion en groupes

- [Roberto Azevêdo](#), Directeur général, Organisation mondiale du commerce
- [Amina Mohamed](#), Ambassadrice, Ministre des affaires étrangères et du commerce du Kenya

JOUR 2: MERCREDI 1^{ER} JUILLET10h15-
11h45**Séance plénière 10: Réduire les coûts du commerce dans les échanges Sud-Sud (salle CR)**

La coopération Sud-Sud est un élément bien établi de l'Aide pour le commerce. Un nombre croissant d'acteurs s'engagent dans ce domaine et de nouvelles institutions voient le jour. La coopération Sud-Sud est souvent caractérisée par l'accent mis sur le développement et la modernisation des infrastructures pour remédier à une contrainte que les pays en développement citent régulièrement comme l'un des principaux obstacles à leur participation au commerce mondial.

Il y a 20 ans, le commerce Sud-Sud représentait environ 10% du commerce mondial; aujourd'hui, il en représente 30%. Les vigoureux taux de croissance des économies émergentes entretiennent la dynamique des courants d'échanges Sud-Sud. Les économies en développement représentent plus de la moitié des flux mondiaux d'investissements étrangers directs – dont une proportion croissante vient du Sud. Les acteurs Sud-Sud ne sont donc pas les seuls à vouloir profiter de ce secteur porteur du commerce mondial.

Le but de cette séance est d'examiner la possibilité d'une transformation économique offerte par le commerce Sud-Sud dans le contexte du Programme émergent de développement pour l'après-2015 de l'ONU et la manière dont une action pour réduire les coûts du commerce peut aider à promouvoir cette possibilité économique.

Modérateur: Shishir Priyadarshi, Directeur, Division du développement, Organisation mondiale du commerce

Discussion en groupes:

- [Alejandro Gamboa Castilla](#), Directeur général, Agence présidentielle colombienne de la coopération internationale
- Alhaji Usman Boie Kamara, Ministre du commerce et de l'industrie de la Sierra Leone
- Pranav Kumar, Directeur, Politique commerciale internationale, Confédération de l'industrie indienne
- Saidrahmon Nazriev, Premier Vice-Ministre du développement économique et du commerce du Tadjikistan
- Syed Tauqir, Ambassadeur, Représentant permanent du Pakistan auprès de l'OMC
- Jianhua Yu, Ambassadeur, Représentant permanent de la République populaire de Chine auprès de l'OMC

JOUR 2: MERCREDI 1^{ER} JUILLET11h45-
13 heures**Séance plénière 11: Lancement du nouveau CIR: le commerce au service du développement des PMA (salle CR)**

La première phase (2009-2015) du Cadre intégré renforcé (CIR) – seul programme mondial d'Aide pour le commerce exclusivement consacré aux PMA – a récemment fait l'objet d'une évaluation globale indépendante. Les conclusions de cette évaluation ont confirmé que le CIR était toujours pertinent par rapport aux priorités des PMA en matière de commerce et d'environnement, ont indiqué que les résultats avaient de bonnes chances d'être durables et ont mis en évidence les domaines où il faudrait renforcer encore l'efficacité et l'efficience. Conformément aux recommandations de l'évaluation, les partenaires du CIR ont approuvé la seconde phase du Programme (2016-2022) et ont lancé un processus de réforme inclusif qui a abouti à l'organisation de la Plate-forme globale du CIR, où près de 250 praticiens de PMA, des donateurs et des organisations partenaires du CIR se sont réunis à Genève pour discuter des améliorations proposées. Le nouveau cadre du Programme du CIR pour la deuxième phase sera présenté à la communauté de l'Aide pour le commerce lors de son lancement dans le cadre de l'Examen global.

Observations liminaires: [Roberto Azevêdo](#), Directeur général, Organisation mondiale du commerce

Discussion en groupes:

- Cecilia Björner, Directrice générale de la coopération internationale pour le développement, Suède
- [Arancha González](#), Directrice exécutive, Centre du commerce international
- [Morten Høglund](#), Secrétaire d'État, Ministère des affaires étrangères de la Norvège
- [Aziz Mahamat Saleh](#), Ministre de l'économie, du commerce et du développement du Tchad
- [Joshua Setipa](#), Ministre du commerce et de l'industrie du Lesotho
- [Naindra Prasad Upadhaya](#), Secrétaire permanent, Département du commerce et de la gestion des approvisionnements du Népal
- Serge Rialuth Vohor, Ministre du Commerce du Vanuatu
- Dominik Ziller, Directeur général adjoint chargé de la politique de développement international, Ministère fédéral allemand de la coopération et du développement économiques

Observations finales: Ratnakar Adhikari, Directeur exécutif, Secrétariat exécutif du Cadre intégré renforcé

JOUR 2: MERCREDI 1^{ER} JUILLET

13 heures-
14h30

Séance plénière 12: Le commerce électronique et l'Initiative Aide pour le commerce (salle W)

Le dernier [Rapport sur l'économie de l'information](#) établi par la CNUCED souligne que c'est dans les pays en développement que le commerce électronique peut être le plus dynamique. Une [étude réalisée par eBay](#) indique que les obstacles au commerce liés à la distance pour les pays en développement sont jusqu'à 94% inférieurs sur les marchés électroniques par rapport aux marchés traditionnels. Cette étude décrit l'essor des "micromultinationales", qui affichent des taux de survie plus élevés que leurs homologues hors ligne et qui accèdent à un plus grand nombre de marchés d'exportation dès le début de leur existence.

Néanmoins, les possibilités offertes par le commerce électronique restent largement inexploitées. De nombreuses petites et moyennes entreprises (PME) n'ont toujours pas accès à des services de réseau fiables. En l'absence de plates-formes d'argent mobile, de services postaux ou de services de distribution de colis, de nombreuses PME des pays en développement ont du mal à tirer profit d'une présence en ligne. Il a été suggéré de lancer une [Initiative d'Aide pour le commerce électronique](#) afin d'accélérer la révolution du commerce électronique au niveau mondial. Cette séance examinera ces questions et ce qui peut être fait de plus pour promouvoir l'aide, l'investissement et le transfert de technologie et de connaissances, dans le cadre de ce qui apparaît comme un puissant outil d'intégration de petites entreprises des pays en développement dans le système commercial.

Modérateur: Alfredo Suescum, Ambassadeur, Représentant permanent du Panama auprès de l'OMC

Discussion en groupes:

- [Michael Ferrantino](#), Économiste principal, Pratiques générales du commerce et de la compétitivité, Groupe de la Banque mondiale
- [Torbjörn Fredriksson](#), Chef de la Section d'analyse des TIC, Division de la technologie et de la logistique, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
- [Kemal Huseinovic](#), Chef du Département de l'environnement propice aux infrastructures et aux cyberapplications, Union internationale des télécommunications
- [Hanne Melin](#), Directeur chargé de la politique publique internationale, eBay Inc.
- Lautafi Fio Selafi Purcell, Ministre des entreprises publiques du Samoa
- [Carlos Grau Tanner](#), Directeur général, Global Express Association

JOUR 2: MERCREDI 1^{ER} JUILLET15 heures-
16h30**Séance plénière 13: Réduire les coûts du commerce pour le développement du commerce des marchandises des PMA (salle CR)**

La réduction du coût des transactions commerciales peut entraîner une amélioration sensible de la capacité d'un pays à soutenir efficacement la concurrence dans l'économie mondiale. Les procédures d'exportation et les procédures à la frontière ainsi que l'infrastructure de transport ont été citées comme les principaux facteurs de coûts pour l'exportation de marchandises par les 27 pays les moins avancés qui ont répondu au questionnaire d'auto-évaluation sur le suivi de l'Aide pour le commerce en 2015. La comparaison entre les coûts de transaction supportés par les PMA et ceux des autres Membres de l'OMC confirme que les PMA ont un désavantage comparatif en ce qui concerne le coût de l'exportation de marchandises. En outre, les goulets d'étranglement dans les transports et certaines mesures non tarifaires limitent le potentiel d'intégration des PMA dans les chaînes de valeur. Cette séance examinera la question des coûts du commerce dans les PMA du point de vue de l'Accord sur la facilitation des échanges adopté par les Membres à Bali en 2013. De plus, les [décisions de Bali](#) seront examinées, en particulier sous un angle sectoriel, afin d'identifier les problèmes qui empêchent les producteurs et les investisseurs de profiter des mécanismes d'accès aux marchés.

Modérateur: [Robbert de Kock](#), Secrétaire général, Fédération mondiale de l'industrie des articles de sport

Discussion en groupes:

- Marten van den Berg, Vice-Ministre des relations économiques extérieures et du commerce des Pays-Bas
- [Jude Hervey Day](#), Ministre de l'industrie et du commerce d'Haïti
- [Célestin Monga](#), Directeur général, Division de la gestion générale et de l'appui aux programmes, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
- Phouvieng Phonga, Directeur général adjoint, Département de la Planification et de la Coopération, Ministère de l'industrie et du Commerce de la République démocratique populaire lao
- [Joshua Setipa](#), Ministre du commerce et de l'industrie du Lesotho
- Jeffrey Whalen, Conseiller principal, Douanes et commerce international, Nike Inc.

JOUR 2: MERCREDI 1 ^{ER} JUILLET	
16h30-18 heures	Séance plénière 14: Réduire les coûts du commerce pour le développement du commerce des services des PMA (salle CR) Par rapport aux marchandises, les services ont reçu moins d'attention de la part des économistes et des décideurs politiques. Cela commence à changer. Des initiatives récentes ont réuni des spécialistes des services afin de discuter de la façon dont la politique commerciale peut promouvoir au mieux la contribution des services à la croissance et au développement (ICTSD), ou ont fourni une aide en matière de renforcement des capacités aux délégués des PMA concernant les défis liés aux services et les négociations (ITC). Le potentiel du secteur des services comme moteur de la croissance économique dans les pays en développement est de plus en plus reconnu. Le commerce des services peut aussi jouer un rôle important pour le développement durable, notamment pour la réduction de la pauvreté et l'autonomisation économique des femmes, objectifs clés du programme émergent de développement pour l'après-2015 de l'ONU. Plusieurs travaux de recherche qui avancent rapidement montrent que, outre les obstacles habituels à l'accès aux marchés, des éléments comme l'infrastructure de réseau et la réglementation nationale augmentent considérablement les coûts du commerce pour les fournisseurs de services. À la réunion de haut niveau du Conseil du commerce des services de l'OMC tenue en février 2015 pour la mise en œuvre effective de la dérogation concernant les services pour les PMA, une mesure importante a été prise pour tirer parti du potentiel non exploité des services. La réunion a indiqué clairement la volonté des partenaires commerciaux des PMA d'accorder des préférences aux services et aux fournisseurs de services des PMA. Dans ce contexte, cette séance mettra en évidence les possibilités pour les PMA de pénétrer les marchés de services commerciaux en augmentant leur capacité d'offre et en surmontant les obstacles au commerce des services. Sur la base d'exemples concrets, la séance examinera certains des principaux problèmes rencontrés par les entreprises des PMA et examinera les solutions possibles pour faciliter le commerce des services ainsi que le soutien des investisseurs et l'Aide pour le commerce qui permettraient la croissance régulière des secteurs de services des PMA et l'amélioration de leurs résultats à l'exportation afin de promouvoir les objectifs de développement durable. Modérateur: Gyan C. Acharya, Secrétaire général adjoint de l'ONU et Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement Discussion en groupes: • Bernard Hoekman, Professeur, Centre Robert Schuman de hautes études, Institut universitaire européen • Rogers Karebi, Secrétaire général et Membre fondateur, Uganda Business Process Outsourcing Association • Darlington Mwape, Ambassadeur et Associé principal, ICTSD • Myat Su, femme d'affaires, Silk Road to Asia Travels and Tours Company Ltd, Myanmar

JOUR 3: JEUDI 2 JUILLET9 heures-
10h30**Séance plénière 15: Réduire les coûts du commerce dans la chaîne de valeur du coton (salle D)**

Cette séance plénière examinera le problème des coûts du commerce d'un point de vue sectoriel, en mettant l'accent sur la chaîne de valeur du coton. Les coûts élevés du commerce affaiblissent la compétitivité des fournisseurs à faible revenu. Les discussions et les négociations qui se sont déroulées à l'OMC depuis la présentation en 2003 de l'[Initiative sectorielle en faveur du coton](#) ont montré que ce secteur est un moteur de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté dans les pays en développement, en particulier dans les PMA. Le commerce du coton a aussi un rôle à jouer dans l'autonomisation économique des femmes. Les travaux de recherche mettent en lumière divers problèmes qui augmentent les coûts de transport pour les fournisseurs de coton, comme les insuffisances de l'infrastructure de transport, les régimes de transit et les documents douaniers. L'objectif de cette séance sera d'examiner le problème des coûts du commerce pour les exportateurs de coton, d'analyser comment les PMA peuvent identifier les domaines prioritaires pour leur croissance et les obstacles possible au renforcement des capacités dans ces domaines, et de déterminer comment obtenir le soutien des partenaires de développement et des investisseurs pour améliorer les résultats à l'exportation et ajouter de la valeur dans la filière du coton.

Modérateur: [Adam Sneyd](#), Professeur assistant, Département des sciences politiques, Université de Guelph, Canada

Discussion en groupes:

- [Paul Brenton](#), Économiste principal, Trade and Competitiveness Global Practice, Groupe de la Banque mondiale
- [Hippolyte Dah](#), Ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat du Burkina Faso
- [Kai Hughes](#), Directeur général, Association internationale du coton
- Pocoun Damé Komblenou, Ministre de l'Industrie et du Commerce du Bénin
- [Abdel K. Konaté](#), Ministre du commerce et de l'industrie du Mali
- [Steve MacDonald](#), Économiste agricole, Service de la recherche économique, Département de l'agriculture des États-Unis
- [Aziz Mahamat Saleh](#), Ministre de l'économie, du commerce et du développement du tourisme du Tchad
- [José Sette](#), Directeur exécutif, Comité consultatif international du coton

JOUR 3: JEUDI 2 JUILLET10h30-
12 heures**Séance plénière 16: Commerce et genre: autonomisation des femmes dans des chaînes d'approvisionnement inclusives (salle W)**

Des études économiques émanant de diverses sources suggèrent que les revenus des femmes contribuent à la réduction de la pauvreté. Les femmes ont davantage tendance à utiliser leurs revenus et leur position plus favorable pour acheter des marchandises et des services qui améliorent le bien-être de la famille, créant ainsi un cycle vertueux: les dépenses des femmes favorisent le développement du capital humain, qui à son tour stimule la croissance économique. Cette session aidera à mieux comprendre l'importance de l'intégration des femmes dans les chaînes de valeur et les éléments clés pour y parvenir, et stimulera la discussion sur les mesures prises par la communauté de l'Aide pour le commerce en vue d'améliorer la situation. La séance examinera aussi le rôle des femmes dans le commerce, sujet mis en avant dans bon nombre des cas d'expérience présentés lors de l'exercice de suivi de l'Aide pour le commerce de 2011. Les femmes fabriquent des produits, transportent des marchandises à travers les frontières, dirigent et possèdent des entreprises commerciales ou y sont employées. Mais leur potentiel dans le domaine du commerce est souvent inexploité en raison des nombreuses difficultés qu'elles rencontrent, y compris les obstacles au commerce.

Observations liminaires:

- [Pamela Hamamoto](#), Représentante permanente des États-Unis auprès de l'ONU et d'autres organisations internationales à Genève
- Päivi Kairamo, Ambassadeur, Représentant permanent de la Finlande auprès de l'OMC

Modératrice: [Arancha González](#), Directrice exécutive, Centre du commerce international

Discussion en groupes:

- Axel Marcel Addy, Ministre du Commerce et de l'Industrie du Libéria
- Archana Bhatnagar, Directrice générale, Haylide Chemicals
- [Louise James](#), Directrice générale, Accenture Development Group
- Shinto Nugroho, Directrice des politiques publiques et des relations gouvernementales, Google Indonésie
- Mayela Quesada, Productrice de café, Costa Rica

Déclaration finale: [Hamish McCormick](#), Ambassadeur, Représentant permanent de l'Australie auprès de l'OMC

JOUR 3: JEUDI 2 JUILLET	
12 heures-13h30	Séance plénière 17: Réduction des coûts du commerce et résultats de l'Aide pour le commerce: enseignements tirés des évaluations et des études d'impact récentes (salle W) L'efficacité en matière de développement dans la mise en œuvre des interventions au titre de l'Aide pour le commerce est essentielle pour réduire les coûts commerciaux non nécessaires, renforcer la volonté politique au niveau national et mobiliser des coalitions en faveur des réformes, y compris le soutien des donateurs, la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire. Le Cadre intégré renforcé, le Centre du commerce international, le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce, le Mécanisme pour la facilitation des échanges du Groupe de la Banque mondiale et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel ont tous fait l'objet d'une évaluation indépendante depuis le dernier Examen global en 2013. La Banque interaméricaine de développement a mis en place un Fonds d'Aide pour le commerce s'accompagnant d'un cadre de résultats visant à faire rapport aux parties prenantes et un programme avancé d'intégration et de renforcement des capacités commerciales dont l'impact est évalué avec des résultats pointus qui peuvent être utiles pour d'autres organisations. Le Centre de recherche en politique économique de l'Ouganda a pour sa part effectué ses propres recherches concernant l'impact de l'Aide pour le commerce sur les résultats commerciaux du pays. Diverses techniques d'évaluation sont maintenant en place et l'on dispose de plus en plus de données d'expérience indiquant les forces et les faiblesses des différentes méthodes. L'objectif de cette séance est d'examiner les différentes techniques, de partager les principaux résultats et enseignements des évaluations et études d'impact récentes et de déterminer en quoi ceux-ci éclairent les décisions stratégiques sur les programmes. Les intervenants parleront aussi de la façon de tirer le meilleur parti des futures évaluations à grande échelle des programmes d'Aide pour le commerce. La discussion devrait permettre de mieux comprendre les évaluations et les études d'impact et leur rôle dans la fourniture efficace et effective de l'Aide pour le commerce afin de réduire plus efficacement les coûts commerciaux et de renforcer la responsabilité des parties prenantes nationales et internationales. Modérateur: Tom Pengelly, Directeur général, Saana Consulting & Saana Institute Discussion en groupes: • Bernardo Calzadilla-Sarmiento, Directeur, Service du renforcement des capacités commerciales, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel • Alex Thomas Ijjo, Chargé de recherche, Centre de recherche en politique économique de l'Ouganda • Miguel Jiménez-Pont, Directeur, Évaluation et suivi, Centre du commerce international • Melvin Spreij, Secrétaire, Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce, Organisation mondiale du commerce • Annette Mutaawe Ssemuwemba, Directrice générale adjointe, TradeMark East Africa • Joaquim Tres, Spécialiste responsable de l'intégration et du commerce, Banque interaméricaine de développement • Daniela Zehentner-Capell, Directrice, Coopération au développement liée au commerce, BMZ, Allemagne
15 heures-18 heures	Séance plénière 18: Séance plénière de clôture (salle CR) La séance plénière de clôture sera l'occasion pour les Membres et les observateurs de faire des déclarations formelles sur le thème de la réduction des coûts du commerce pour une croissance durable et inclusive et de donner leur avis sur l'avenir de l'Initiative Aide pour le commerce. Les délégations qui souhaitent faire des déclarations sont priées de limiter à 3 minutes la durée de leurs interventions individuelles, et à 5 minutes la durée de leurs déclarations faites au nom d'un groupe de Membres. Cette séance sera présidée par le Président du Comité du commerce et du développement de l'Organisation mondiale du commerce, Juan Esteban Aguiar Martínez, Ambassadeur, Représentant du Paraguay auprès de l'Organisation mondiale du commerce à Genève.

ACTIVITÉS PARALLÈLES¹

Les activités parallèles sont ouvertes à tous les participants, sauf indication contraire

JOUR 1: MARDI 30 JUIN			
13h30-15 heures	Activité parallèle 1: Le rôle du commerce dans les secours et la reconstruction: leçons tirées des catastrophes naturelles et des autres urgences humanitaires (salle E) FICR – Groupe de la Banque mondiale – OMC Des catastrophes naturelles récentes mettent en lumière le rôle que le commerce peut jouer dans les secours et la reconstruction, et montrent que les contraintes liées aux faibles capacités, à l'infrastructure commerciale et aux capacités d'offre, qui font obstacle à la participation des pays en développement aux échanges commerciaux, peuvent aussi entraver les secours et la reconstruction. Par exemple, le Groupe de la Banque mondiale a estimé que, en termes de croissance économique perdue, l'épidémie d'Ebola coûtera au moins 1,6 milliard de \$EU en 2015 à la Guinée, au Libéria et à la Sierra Leone. Des travaux de recherche menés par le Secrétariat du Commonwealth ont montré que les effets de la crise sur le commerce se sont propagés bien au-delà des 3 pays touchés par l'épidémie, en raison de la fermeture des frontières terrestres et du contrôle des marchandises. Cette séance comprendra une discussion sur ces questions avec des représentants ministériels de gouvernements récemment touchés par une catastrophe et leurs partenaires internationaux, lancée par une présentation du Groupe de la Banque mondiale sur les travaux menés en collaboration avec la FISCR et d'autres organismes afin d'attirer l'attention sur les liens entre le commerce et les urgences humanitaires.	Activité parallèle 2: Mombasa: un port, 200 millions de personnes (salle D) TradeMark East Africa – Danemark Le port de Mombasa est le terminal pour conteneurs le plus actif d'Afrique de l'Est. C'est aussi le point d'entrée en Afrique de l'Est, où le Corridor nord relie au reste du monde les 200 millions d'habitants du Burundi, du Kenya, de l'Ouganda, de la République démocratique du Congo et du Rwanda. Des initiatives concernant le Corridor nord et visant à moderniser le port de Mombasa permettent de réduire les coûts du commerce et les délais de livraison, non seulement au port, mais aussi pour les petites entreprises situées le long du Corridor. Le but de cette activité parallèle est d'examiner comment le financement du développement est utilisé pour mobiliser l'investissement privé au profit de la région tout entière. Il y sera également question des réussites et des défis futurs, pour le port de Mombasa et pour l'Afrique de l'Est en général.	Activité parallèle 3: Agir de concert pour réduire les coûts du commerce en vue d'une croissance durable et inclusive (salle S2) ITC-OCDE-WEF Cette activité parallèle sera l'occasion d'examiner comment renforcer le dialogue entre le secteur privé et le secteur public et comment utiliser au mieux les financements privés et publics pour promouvoir le développement du secteur privé. Compte tenu de l'expérience des secteurs public et privé en matière de réduction des coûts du commerce, les participants détermineront comment promouvoir le dialogue pour renforcer la contribution des PME à une croissance durable et inclusive. L'activité débutera par une discussion menée par un groupe d'intervenants comprenant des représentants du secteur privé, des pays partenaires, des organismes donateurs et des fournisseurs de coopération Sud-Sud liée au commerce. Après une courte discussion en groupes calquée sur le Forum de Davos, un modérateur animera un débat donnant l'occasion aux participants de discuter de leurs difficultés générales et spécifiques, afin que chacun puisse profiter d'un apprentissage par les pairs grâce à un partage de connaissances.

¹ Veuillez noter que les descriptions ont été fournies par les organisateurs des activités parallèles.

JOUR 1: MARDI 30 JUIN			
Différentes heures	17 heures-18h30 Activité parallèle 4: Réduire les coûts du fret aérien – Donner des ailes à l'Accord de Bali sur la facilitation des échanges (salle E) IATA-GEA Cette activité parallèle présentera l'analyse effectuée par l'Association internationale du transport aérien (IATA) et la Global Express Association (GEA) sur les effets positifs que l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) pourrait avoir sur le fret aérien, en mettant l'accent sur la réduction des coûts de transport, l'augmentation du produit intérieur brut et l'amélioration de l'accès des PMA et des pays en développement aux marchés mondiaux. Un groupe d'intervenants, auquel participera la Banque mondiale et la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, examinera aussi les partenariats public-privé au titre de l'Aide pour le commerce dans le domaine du fret aérien, qui donnent des résultats très positifs grâce à une approche collaborative. Les outils de renforcement des capacités pour soutenir l'AFE seront également présentés, de même que les résultats obtenus par l'IATA dans les pays où ces outils ont été utilisés. Enfin, cette activité sera l'occasion de créer des coalitions entre l'IATA, des organisations internationales de développement et des États en vue de l'utilisation de ces outils pour soutenir la mise en œuvre de l'AFE.	17 heures-18h30 Activité parallèle 5: Aide pour le commerce et coopération commerciale intra et interrégionale dans les pays francophones: expériences et perspectives Afrique-Asie-Afrique de l'Ouest (salle CR) OIF-CEEAC-CEMAC-UEMOA-ITC Depuis 2008, l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) et le Centre du commerce international (ITC) mettent en œuvre un projet visant à promouvoir et développer le commerce intra et interrégional dans le monde francophone. Ce projet, qui réunit 14 pays d'Afrique centrale et de l'Ouest et 3 pays de la région du Mékong, vise à faciliter les relations commerciales directes, à promouvoir les projets d'investissement Afrique-Asie, à développer la coopération institutionnelle entre les organismes de promotion du commerce des différents pays, à améliorer l'environnement économique et à réduire les obstacles au commerce. Outre le rapprochement des différentes régions francophones, l'inclusion des pays en développement francophones dans les chaînes de valeur mondiales nécessite un renforcement des synergies interinstitutionnelles entre les différentes parties prenantes régionales et interrégionales publiques et privées. Dans ce contexte, il est important d'échanger des données d'expérience sur la facilitation des échanges. Durant cette séance, l'OIF, l'ITC et les bénéficiaires se rencontreront pour partager les bonnes pratiques, évaluer les résultats et examiner comment ce projet pourrait être reproduit pour augmenter les échanges commerciaux tripartites entre l'Afrique, l'Asie et l'Afrique de l'Ouest.	16h30-18 heures Activité parallèle 6: Dépasser les mesures non tarifaires: réduire les coûts pour les entreprises (salle S2) ITC-Royaume-Uni-Côte d'Ivoire Tandis que dans le monde entier les droits de douane sont plus bas que jamais, les entreprises se concentrent sur les mesures non tarifaires pour parvenir à entrer sur les marchés étrangers. L'augmentation du nombre de mesures non tarifaires reflète en grande partie les attentes plus élevées des consommateurs pour ce qui est de la qualité et de la sécurité des produits. Se conformer à ces mesures entraîne des coûts pour les entreprises, qui se révèlent particulièrement onéreux pour les PME des pays en développement. Les enquêtes réalisées par l'ITC auprès d'entreprises de plus de 20 pays concernant leur expérience des mesures non tarifaires montrent que les entreprises partagent des préoccupations communes et que la modification des politiques et des réglementations peut réduire les coûts du commerce. Cette activité parallèle permettra l'échange des données d'expérience des entreprises concernant les mesures non tarifaires et les moyens de les surmonter, sous différents angles.
18 heures-19 heures	Activité parallèle 7: Cérémonie de remise de la médaille de l'Ordre du Jaguar (Salle des Pas Perdus) (SIECA) <u>Sur invitation uniquement.</u>		

JOUR 1: MARDI 30 JUIN	
18h30-20 heures	Activité parallèle 8: Brasser le développement II (galerie/terrasse du nouveau bâtiment) Worldwide Brewing Alliance Cet événement social de haut niveau réunira les participants des communautés du commerce et du développement pour un échange informel avec la Worldwide Brewing Alliance et les 4 principaux brasseurs mondiaux (SABMiller, Anheuser-Busch InBev, Carlsberg et Heineken) au sujet des efforts qu'ils font pour réduire les coûts du commerce dans les pays en développement au moyen d'investissements dans les chaînes de valeur. Les participants pourront goûter des bières de différentes origines, notamment de pays en développement. Des rapports, des brochures et des vidéos montrant les investissements des brasseurs dans les chaînes de valeur, en particulier dans les économies émergentes, seront mis à leur disposition pour illustrer la contribution positive de l'industrie brassicole au développement économique.

JOUR 2: MERCREDI 1 ^{ER} JUILLET			
Différentes heures	9 heures-10h30 Activité parallèle 9: Une approche originale pour l'après-2015: nouvelles directions des donateurs visant à combiner l'aide et le commerce pour les agriculteurs (salle D) Plate-forme mondiale des donateurs pour le développement rural Le commerce est considéré comme un moteur de la croissance économique et du développement et il offre aux pays en développement la perspective de passer à moyen terme de la dépendance à l'égard de l'aide à un développement durable basé sur l'augmentation des échanges. L'Aide pour le commerce vise à soutenir ce processus en supprimant les contraintes et en favorisant la croissance durable et inclusive visée par le Programme de développement pour l'après-2015 des Nations Unies. Les organismes donateurs alignent de plus en plus les politiques commerciales et les objectifs de développement, considérant que c'est le commerce des produits agricoles qui contribue le plus à la réduction de la pauvreté et à une croissance économique inclusive. Le commerce des produits agricoles considéré comme un moyen d'atteindre des objectifs de développement plus larges tels que la sécurité alimentaire est l'une des priorités de la politique commerciale de nombreux pays. Cependant, le commerce des produits agricoles et l'accès aux marchés pour ces produits se heurtent à des obstacles particuliers sur le plan de l'offre et du développement de la chaîne de valeur, de l'infrastructure et des normes de produits, à quoi s'ajoutent de nombreux obstacles techniques au commerce. De nombreux pays, en particulier en Afrique, doivent décider quels marchés approvisionner avec quels produits. Une telle décision détermine l'application ou l'utilisation des divers instruments et possibilités offerts par le régime commercial et la communauté internationale au titre de l'Aide pour le commerce et des accords commerciaux tels que les accords de partenariat européens ou autres. Cette activité parallèle vise à présenter et examiner les perspectives et les priorités des donateurs pour soutenir le commerce des pays en développement dans le cas particulier des produits agricoles. Il s'agit de savoir comment réduire les coûts du commerce par des investissements judicieux pour établir un système commercial solide.	9 heures-10h30 Activité parallèle 10: Le dialogue public-privé dans la facilitation des échanges: comment stimuler et maintenir un débat actif au sein des comités nationaux de la facilitation des échanges (salle A) Pays-Bas Cette activité parallèle mettra l'accent sur la possibilité d'utiliser l'article 23:2 (Comité national de la facilitation des échanges) de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges, pour réduire les coûts du commerce. Les intervenants viendront de l'Administration des douanes des Pays-Bas, de l'université Erasmus, de l'université d'Eindhoven, de EVO Logistics and Transport et du CBI (Centre pour la promotion des importations en provenance des pays en développement).	10 heures-13 heures Activité parallèle 11: Programme de chaires de l'OMC (salle S1) IFCT-ERSD (OMC) Cette activité, organisée par l'Institut de formation et de coopération technique (IFCT) et la Division de la recherche économique et des statistiques (ERSD) de l'OMC, sera consacrée à la présentation des résultats des travaux de recherche menés par les titulaires de chaires de l'OMC. La participation des titulaires de chaires de l'OMC leur permettra de se familiariser avec le processus de l'Aide pour le commerce et facilitera les interactions entre les décideurs et les universitaires. Les recherches présentées porteront principalement, mais pas exclusivement, sur les questions relatives à la facilitation des échanges, le Programme de développement pour l'après-2015 des Nations Unies, la réduction des coûts du commerce, le développement durable et inclusif, les difficultés pour monter en gamme dans les chaînes de valeur mondiales et régionales, le suivi et l'évaluation des programmes d'Aide pour le commerce, le développement du secteur privé, le développement des infrastructures, l'intégration commerciale régionale et le rôle de l'OMC et des décideurs pour faciliter ce processus.

JOUR 2: MERCREDI 1 ^{ER} JUILLET		
10h30-12 heures	Activité parallèle 12: Les partenariats public-privé au XXI^e siècle – Un nouvel modèle pour la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges (salle W) États-Unis Les entreprises, grandes ou petites, voient un énorme potentiel commercial dans les pays en développement. Mais elles reconnaissent aussi qu'il existe de sérieux écueils, comme la paperasserie et la corruption, qui augmentent la durée et le coût de l'acheminement des marchandises à travers les frontières. Une nouvelle approche de l'assistance pour la facilitation des échanges fondée sur le partenariat peut permettre de supprimer ces écueils et, partant, d'améliorer le niveau de vie dans les pays en développement. Les participants présenteront une nouvelle approche de la collaboration public-privé qui vise à associer les vues du secteur privé, l'engagement des pays en développement et le soutien de la communauté des donateurs.	Activité parallèle 13: Les indications géographiques comme moteur du développement (salle D) France Les indications géographiques (IG) sont un vecteur de développement. Elles apportent une contribution réelle au développement rural, à la préservation de la biodiversité, à la qualité des emplois locaux, et à la valorisation des savoir-faire locaux. Elles protègent la propriété intellectuelle dont la valeur économique est reconnue dans tous les accords commerciaux internationaux. À travers l'expérience d'acteurs ayant développé des IG dans leur pays, cette activité a pour but d'améliorer l'information sur les IG dans les pays en développement, de mettre en lumière leur importance pour le développement rural, le maintien des agriculteurs sur leur terre et l'assurance d'un revenu stable et meilleur. S'appuyant sur l'expérience des acteurs qui participent aux efforts faits pour renforcer la protection des IG dans leurs pays respectifs, les participants chercheront à expliquer et illustrer la contribution des IG au développement économique. Ils examineront aussi les possibilités de coopération dans le cadre de l'Aide pour le commerce.

JOUR 2: MERCREDI 1 ^{ER} JUILLET			
12 heures-13h30	Activité parallèle 14: La facilitation des échanges et le commerce sans papier au service d'une croissance durable: données d'expérience des Commissions régionales de l'ONU (salle S2)		
	Commissions régionales de l'ONU Après la présentation des résultats de la première enquête mondiale sur la mise en œuvre de la facilitation du commerce et du commerce sans papier, les représentants des 5 Commissions régionales de l'ONU présenteront leurs approches, leurs réussites, leurs difficultés et les leçons apprises pour faire en sorte que la facilitation des échanges contribue au mieux à une croissance durable dans les pays en développement. L'objectif est de donner des exemples précis montrant comment les travaux de facilitation des échanges ont un impact sur le développement grâce à la modification des pratiques, des procédures et des règles concernant le commerce international. Les exemples choisis pour la discussion porteront sur les points suivants: rationalisation des procédures de dédouanement (par exemple pour éviter la perte de denrées périssables); création de synergies entre la facilitation des échanges et les fonctions de contrôle de la qualité et d'assurance de la qualité; réduction des coûts de transaction; application des normes internationales pour le commerce sans papier et d'autres outils innovants de facilitation des échanges pour accroître la transparence et la responsabilité dans les chaînes de valeur; et exemples montrant que les mesures de facilitation des échanges ont contribué à une croissance durable. La palette très riche et variée des expériences des 5 Commissions régionales fournira aux participants des exemples concrets provenant d'environnements différents. Pendant la période de questions et réponses, les participants auront aussi la possibilité de partager des vues et des suggestions sur les considérations de durabilité dans la facilitation des échanges.		
13h30-15 heures	Activité parallèle 15: L'infrastructure régionale pour la facilitation des échanges – Impact sur la croissance et la réduction de la pauvreté (salle S3) ODI Les participants examineront les éléments montrant l'impact de l'infrastructure régionale de facilitation des échanges sur la croissance et la réduction de la pauvreté. La discussion s'articulera autour d'un projet de recherche dirigé par l'ODI et financé par le DFID. Les conclusions préliminaires et les implications politiques seront communiquées pour la première fois et seront examinées dans une optique pertinente pour les politiques publiques.	Activité parallèle 16: L'avenir de la stratégie d'Aide pour le commerce de l'Union européenne – Consultation des parties prenantes (salle D) Union européenne Les engagements de l'UE et de ses États membres au titre de l'Aide pour le commerce ont dépassé 11 milliards d'euros en 2012 comme en 2013. La stratégie d'Aide pour le commerce de l'UE a été adoptée en 2007 et ses principaux objectifs quantitatifs ont été atteints depuis longtemps. En outre, comme les résultats de processus tels que le Programme de développement pour l'après-2015 devront être pris en compte, le moment est venu de commencer à réfléchir à une révision de la stratégie d'Aide pour le commerce de l'UE afin de l'adapter aux nouveaux défis. Cette activité parallèle a pour objet de lancer une consultation des parties prenantes visant à identifier de nouvelles questions prioritaires, à tirer des enseignements des dernières recherches et études, à présenter le point de vue des bénéficiaires et enfin à fournir des éléments de base sur lesquels s'appuyer pour lancer l'Examen. Des rafraîchissements seront servis à 13 heures.	Activité parallèle 17: La bonne gestion: un moyen d'accroître les gains économiques, y compris concernant le commerce dans le secteur de la pêche (salle E) Norvège-FAO Le projet EAF Nansen est un projet de coopération entre la Norvège et la FAO visant à aider les pays en développement à mettre en œuvre une approche écosystémique dans la gestion des pêches maritimes. Des rafraîchissements seront servis à 13 heures.

JOUR 2: MERCREDI 1 ^{ER} JUILLET			
15 heures-16h30	Activité parallèle 18: Le Programme d'action de Vienne pour les pays en développement sans littoral 2014-2024 (salle D) Paraguay-Tadjikistan À la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral, tenue à Vienne (Autriche) du 3 au 5 novembre 2014, les États membres de l'ONU ont adopté le Programme d'action de Vienne en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014-2024. Le principal objectif de ce nouveau programme est de répondre de façon plus cohérente aux besoins et problèmes particuliers des pays en développement sans littoral qui résultent de leur enclavement, de leur éloignement et des contraintes géographiques qui sont les leurs et d'aider ces pays, dans une étape ultérieure, à opérer une transformation économique structurelle. Une attention particulière est accordée au développement de systèmes de transit efficaces, à leur extension et au développement des transports, à la facilitation des échanges, à l'amélioration de la compétitivité, à l'expansion du commerce, à la transformation structurelle et à la coopération régionale. Cette activité parallèle sera l'occasion de présenter les principaux éléments de ce nouveau Programme d'action en mettant l'accent sur les questions liées au commerce pour lesquelles l'Aide pour le commerce peut jouer un rôle crucial. Étant donné que la facilitation des échanges est un pilier important du Programme d'action, les participants discuteront des résultats de l'application de mesures de facilitation des échanges, fondée sur une approche gouvernementale globale qui considère l'amélioration de l'environnement commercial comme une question transversale devant être intégrée dans tous les efforts de réforme et de développement. Une attention particulière sera accordée à l'expérience du Tadjikistan en tant que pays sans littoral de la région de l'Asie centrale, où l'amélioration des conditions de facilitation des échanges est une priorité des programmes de développement des gouvernements.	Activité parallèle 19: Réduire les coûts du commerce par la cartographie des normes de durabilité dans les chaînes d'approvisionnement (salle S2) Suisse Les normes de durabilité sont devenues un outil important pour promouvoir le commerce durable et la participation accrue des pays en développement au commerce mondial – 2 objectifs qui sont au cœur du Programme de coopération et de développement économique de la Suisse. Les normes de durabilité contribuent à faciliter le respect des normes publiques, à améliorer la qualité des produits et l'accès aux marchés, à rendre la production plus efficace et à ouvrir des canaux de financement. Toutefois, pour de nombreux acteurs des pays en développement, notamment les PME, le respect des normes de durabilité se révèle difficile et semble créer plus d'obstacles et de coûts commerciaux, au lieu de réduire ces derniers. La Standards Map élaborée dans le cadre du programme de l'ITC en matière de commerce au service du développement durable, qui est financé conjointement par la Suisse, l'Allemagne et la Commission européenne, répond exactement à cette difficulté en fournissant des renseignements structurés et transparents sur les différentes normes de durabilité. Au cours de cette activité parallèle, les travaux du programme sur le commerce au service du développement durable seront présentés et les différentes parties prenantes du programme seront invitées à partager leurs points de vue. La Colombie, en tant que pays bénéficiaire du programme, Nestlé, en tant qu'acheteur multinational, et le Pacte mondial des Nations Unies, au nom du secteur public, partageront leurs vues et leurs données d'expérience concernant l'utilisation des normes de durabilité et leur importance pour la promotion d'un commerce durable.	Activité parallèle 20: Comprendre le fonctionnement d'un partenariat de développement efficace – expériences de coopération avec les pays en développement / les PMA (salle E) Taipei chinois-Vision du monde La discussion portera sur les activités menées au titre de l'Aide pour le commerce par le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu avec les pays en développement et les PMA Membres de l'OMC d'Afrique, d'Amérique latine et du Pacifique Sud.

JOUR 2: MERCREDI 1^{ER} JUILLET		
16h30-18 heures	Activité parallèle 21: Promouvoir les échanges entre coopératives pour le développement durable (salle D) CSEND-OIT-ACI Les entreprises coopératives sont des acteurs clés de l'économie mondiale. D'après les chiffres les plus récents de l'Alliance coopérative internationale, les 300 plus grandes coopératives du monde ont un chiffre d'affaires total de 2 200 milliards de \$EU. Les entreprises coopératives emploient ou font vivre environ 250 millions de personnes. Les participants examineront les liens entre les coopératives et le commerce, les expériences pratiques du commerce entre coopératives et la façon dont ce commerce peut rendre les chaînes de valeur plus courtes, plus équitables, plus efficaces et plus compétitives. Ils aborderont les questions concernant les coûts du commerce suivantes: • Comment les entreprises coopératives aident-elles à résoudre certaines de ces questions urgentes? • Quels sont les avantages du commerce transfrontières entre coopératives? Plus particulièrement, quels sont les avantages supplémentaires pour les pays en développement et les PMA? • Comment le commerce équitable et les partenariats commerciaux (souvent établis avec des coopératives) réduisent-ils les coûts du commerce? • Comment les entreprises coopératives peuvent-elles aider les pays en développement et les PMA à se connecter aux chaînes de valeur mondiales et régionales?	Activité parallèle 22: Accord sur les véhicules à moteur entre les pays du Groupe BBIN: préoccupations, défis et avantages (salle E) CUTS International Les pays du Groupe BBIN – Bangladesh-Bhoutan-Inde-Népal – s'apprêtent à conclure un accord sous-régional sur les véhicules à moteur pour faciliter le passage des marchandises à travers leurs frontières. Cet accord devrait réduire considérablement le coût des transactions commerciales et pourrait aider ces pays à tirer parti de leur potentiel en matière de commerce et d'investissement. Il créera de nouvelles possibilités économiques, en particulier dans les régions frontalières, et, grâce à leurs effets multiplicateurs, il aidera à promouvoir un développement durable et inclusif par la création d'emplois et l'augmentation du pouvoir d'achat. Les participants discuteront des préoccupations, des défis et des avantages découlant de cet accord, afin de donner aux pays concernés une feuille de route pour mobiliser l'Aide pour le commerce en vue de la mise en œuvre effective de l'accord, indiquant notamment le rôle que l'Inde devrait jouer à cet égard en apportant une aide au développement à ses voisins immédiats.
18h30-20 heures	Activité parallèle 23: Découverte du potentiel commercial du Pacifique (CIR-Secrétariat du Forum des Îles du Pacifique-Australie-OMC) – Réception en soirée (Salle des Pas Perdus) Du fait de leur éloignement, de leur taille, de leur exposition aux catastrophes naturelles et de leur vulnérabilité climatique, les pays insulaires du Pacifique, en particulier les PMA, sont parmi les plus vulnérables du monde. L'Aide pour le commerce peut avoir un impact positif en aidant ces pays, dans leur parcours de développement, à tirer parti des ressources naturelles et culturelles uniques de la région. Cette activité, organisée par l'Australie, le Secrétariat exécutif du Cadre intégré renforcé, le Secrétariat du Forum des Îles du Pacifique et le Secrétariat de l'OMC, donnera aux participants un aperçu des Îles du Pacifique en présentant certains produits d'exportation des PMA de la région bénéficiant de l'Aide pour le commerce et leur permettra de découvrir la culture, les arts et la cuisine de ces îles.	

JOUR 3: JEUDI 2 JUILLET		
9 heures-10h30	Activité parallèle 24: Gérer les mesures non tarifaires dans les stratégies de développement durable (salle E) CNUCED-ITC-Groupe de la Banque mondiale-OMC Cette séance vise à mieux faire comprendre l'importance des mesures non tarifaires (MNT) pour les coûts du commerce et le développement durable. Des études montrent que les MNT influent sur les coûts du commerce beaucoup plus que toute autre mesure de réglementation commerciale. Les MNT officielles, telles que les lois et les règlements, et les obstacles procéduraux, comme l'application inefficace des règles, se distinguent à cet égard.	Activité parallèle 25: Frontières: faire d'une barrière une ouverture sur le monde – Outils de l'OCDE pour soutenir la facilitation des échanges (salle S1) OCDE Les indicateurs de facilitation des échanges (TFI) établis par l'OCDE pour plus de 150 pays ont été développés pour aider les gouvernements à définir leurs priorités en matière de facilitation des échanges et pour mobiliser de manière plus ciblée l'assistance technique pour le renforcement des capacités des pays en développement. C'est aussi un moyen pour les pays de visualiser les progrès qu'ils ont accomplis. L'OCDE a mis au point un outil en ligne interactif qui permet de comparer les résultats en matière de facilitation des échanges de plus de 150 pays représentant différents niveaux de revenu, différentes régions géographiques et différents stades de développement, sur la base des nouveaux indicateurs TFI de l'OCDE pour 2015. Couvrant tout l'éventail des procédures aux frontières visées dans l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges, un simulateur de politiques permet aussi aux utilisateurs de tester les effets des changements de politique. La base de données interactive du SNPC sur la facilitation des échanges permet en outre d'effectuer une analyse multidimensionnelle en filtrant différentes catégories comme les engagements et les décaissements d'aide publique au développement des donateurs bilatéraux et multilatéraux et les autres flux officiels, les bénéficiaires de l'aide, les modalités financières et les canaux d'acheminement.

JOUR 3: JEUDI 2 JUILLET			
Différentes heures	10h30-13 heures Activité parallèle 26: Échelonnement des réformes et préparation à la ratification de l'Accord sur la facilitation des échanges (salle S1) Groupe de la Banque mondiale Cette activité parallèle a pour but de permettre le partage des meilleures pratiques dans la conception, l'échelonnement et la mise en œuvre des réformes nécessaires pour assurer la conformité avec l'Accord sur la facilitation des échanges. Les pays examineront les résultats des missions de validation effectuées par le Groupe de la Banque mondiale et d'autres partenaires et discuteront de leur plan d'action en matière de réformes. Ils présenteront les mesures prises en vue de la ratification de l'Accord et discuteront des défis et des obstacles à surmonter.	11 heures-13 heures Activité parallèle 27: L'Aide pour le commerce à l'appui des objectifs de développement durable (salle E) Canada-ICTSD Le Programme de développement pour l'après-2015 des Nations Unies, qui doit être adopté en septembre 2015, reposera sur un ensemble d'objectifs de développement durable (ODD) et de cibles et sur les résultats de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, qui se tiendra à Addis Abeba en juillet 2015. Des cibles liées au commerce sont mentionnées à l'appui de plusieurs objectifs, concernant en particulier la croissance économique et l'emploi, mais le commerce jouera également un rôle essentiel dans la réalisation plus large des ODD, notamment ceux qui concernent l'élimination de la pauvreté, la sécurité alimentaire, l'accès à une énergie durable, les infrastructures, l'exploitation durable des océans et des autres ressources naturelles, etc. Le commerce est important aussi pour le financement du développement en tant que moteur de la croissance économique. Le fait de cibler l'Aide pour le commerce pour soutenir une croissance inclusive et durable assurera la cohérence des politiques et renforcera la valeur ajoutée et l'impact de l'Aide pour le commerce. L'objectif de cette activité parallèle est de souligner la nécessité d'une approche du développement durable cohérente et globale pour la planification stratégique de l'Aide pour le commerce et de montrer comment l'Aide pour le commerce peut contribuer à la réalisation des ODD.	12 heures-13h30 Activité parallèle 28: Obstacles rencontrés par les femmes qui font du commerce en Afrique: Quels sont ces obstacles et comment l'Aide pour le commerce peut-elle aider à les surmonter? (salle S2) Suède Les femmes sont des acteurs importants du commerce en Afrique: elles produisent, elles transportent les produits à travers les frontières, elles gèrent et possèdent des entreprises commerciales ou bien elles sont employées pour travailler dans ces entreprises. Mais bien souvent, leur potentiel dans le domaine du commerce reste inexploité en raison des nombreuses contraintes qu'elles rencontrent, notamment les obstacles au commerce. Quelles sont les possibilités et les défis pour les femmes dans le commerce? Voici quelques exemples pris en Afrique.
